

**Mémoire pour les consultations prébudgétaires en
prévision du prochain budget fédéral**

Par :



Liste des recommandations

1. **Rendre le Canada plus abordable en offrant aux consommateurs et aux entreprises canadiens un allègement des frais dans le secteur financier en :**
 - a. modifiant la *Loi canadienne sur les paiements* dans le budget de 2024, ou plus tôt, pour donner aux banques, aux coopératives de crédit et aux fournisseurs de services de paiement réglementés un accès égal aux systèmes de paiement en temps réel du Canada;
 - b. appuyant les efforts de Paiements Canada pour créer un nouveau système de paiement en temps réel.
2. **Renforcer l'intégrité et la résilience du secteur financier canadien, tout en élargissant l'accès à des services financiers plus personnalisés en :**
 - a. publiant un code de conduite qui précise les règles de partage des données dans le secteur financier canadien, en veillant à ce que tous les participants accrédités au système bancaire ouvert du Canada répondent à un ensemble commun et transparent d'exigences et de normes;
 - b. s'engageant à renforcer la surveillance et la gouvernance du système bancaire ouvert du Canada afin de protéger la vie privée et le bien-être financier des Canadiens en créant une entité adaptée aux circonstances pour gérer l'administration du système.

À propos de nous

Fintechs Canada (anciennement Paytechs of Canada) est une association sans but lucratif qui est la voix unifiée des entreprises de technologie financière au Canada. Au service de millions de Canadiens au quotidien, nous comptons parmi nos membres des chefs de file canadiens du marché des technologies financières, des entreprises mondiales de technologie financière, des réseaux de paiement, des institutions financières et des jeunes entreprises et des entreprises en expansion qui définissent l'avenir des services financiers au Canada et partout dans le monde.

Les entreprises de technologie financière utilisent la technologie pour offrir des services financiers aux Canadiens, ce qui les aide à mieux gérer leur vie financière. Ces entreprises sont essentielles au dynamisme de l'économie canadienne. Plus elles sont en mesure de servir les Canadiens, plus les Canadiens sont en mesure d'atteindre leurs objectifs financiers.

Le potentiel pour le Canada

Alors que les entreprises de technologie financière servent quotidiennement des millions de Canadiens, des politiques publiques et des infrastructures désuètes empêchent les consommateurs et les entreprises du Canada de profiter pleinement de ce que l'innovation en technologie financière a à offrir. La désuétude des politiques publiques et des infrastructures met également en péril l'intégrité et la résilience du secteur financier canadien.

- 1. Rendre le Canada plus abordable en offrant aux consommateurs et aux entreprises canadiens un allègement des frais dans le secteur financier.**

Les entreprises se plaignent depuis longtemps du coût élevé d'exploitation au Canada. La [Banque du Canada](#) et [EY](#) estiment que l'envoi et l'acceptation de paiements au Canada coûtent aux entreprises entre 89 et 107 milliards de dollars tous les cinq ans en frais de transaction et autres frais administratifs.

Les consommateurs ont également besoin d'aide. Un [sondage](#) a révélé que les Canadiens paient des milliers de dollars en frais bancaires tout au long de leur vie, dépassant dans certains cas le montant d'intérêt qu'ils génèrent dans leur compte d'épargne. Selon la [recherche que nous avons commandée à l'Université McMaster sur le secteur bancaire](#) au Canada, la part des revenus tirés des services bancaires et d'autres frais administratifs a

augmenté au cours de la dernière décennie, tout comme le niveau absolu de ces frais.

De plus, selon l'Institut C.D. Howe, [la contribution des services à la croissance de la productivité au Canada a été « décevante »](#). La croissance de la productivité au Canada accuse un retard par rapport au niveau de croissance de la productivité dans les pays comparables de l'OCDE.

Les secteurs plus marginalisés de l'économie canadienne ne sont pas non plus satisfaits de notre secteur financier. [Le sondage de Pollara Strategic Insights a révélé](#) que plus de la moitié des Canadiens et des propriétaires de petites entreprises ont vécu des expériences stressantes dans le secteur des services financiers du Canada. Les immigrants propriétaires de petites entreprises (58 %) et les femmes (55 %) sont plus susceptibles d'être stressés par leurs interactions avec le secteur. Les étudiants (70 %), les résidents de la région de l'Atlantique (63 %) et les Canadiens de 18 à 34 ans (69 %) font également état de stress lorsqu'ils traitent avec le secteur financier.

Les Canadiens croient cependant que les choses peuvent être améliorées. Selon Pollara, plus des deux tiers des Canadiens croient qu'une plus grande concurrence dans le secteur financier se traduira par un plus grand choix et des frais moins élevés.

2. Renforcer l'intégrité et la résilience du secteur financier canadien, tout en élargissant l'accès à des services financiers plus personnalisés.

Les Canadiens n'ont jamais eu le contrôle de leurs données financières. En 2000, les banques ont lancé des portails Web. Les grandes banques du Canada [partageaient votre information financière avec des agrégateurs de comptes pour regrouper toute cette information sur un seul portail](#). Les banques exerçaient un contrôle, prenant des décisions concernant les données à partager, la façon de les partager et avec qui le faire. Aujourd'hui, [des millions de Canadiens](#) choisissent de façon proactive de partager leurs données avec d'autres pour gérer leurs finances, mais [on ne leur donne pas des moyens sûrs et pratiques de le faire, ou pire encore, on les empêche de partager leurs données financières](#).

Malgré leur manque de contrôle, les Canadiens ont quand même communiqué leur information, parfois en se mettant à risque. Comme le gouvernement l'a souligné, il n'est pas rare que les Canadiens communiquent

leurs données en [donnant leur nom d'utilisateur et leur mot de passe des services bancaires en ligne, en utilisant une méthode appelée le grattage-écran](#). Par conséquent, ils peuvent [contrevenir aux modalités de leur entente avec leur banque](#), ce qui signifie que leur banque n'aura peut-être pas à les indemniser en cas de perte financière.

Des millions de Canadiens continuent de partager leur information financière, malgré les risques, en raison des services financiers plus adaptés et plus abordables auxquels ils peuvent avoir accès en retour. Selon [un sondage de Deloitte](#), nombreux Canadiens trouvent avantageux de voir leur situation financière globale à un seul endroit, de suivre plus facilement leurs habitudes de dépenses et leur budget, de recevoir des conseils automatisés sur la façon de gérer l'argent et d'utiliser leurs données pour accéder au crédit.

Nos propositions

Le gouvernement devrait faire du Canada un pays où la vie est plus abordable en obligeant les banques à travailler plus fort pour les Canadiens qui en ont besoin. Le gouvernement du Canada peut rendre le secteur financier plus concurrentiel, plus sûr et plus abordable pour les Canadiens en terminant la modernisation des paiements et toutes les phases du « système bancaire ouvert ». Ces initiatives permettront aux Canadiens d'avoir accès à des services financiers personnalisés plus abordables tout en renforçant l'intégrité et la résilience du secteur financier canadien. En faisant appel à de nouveaux acteurs du secteur financier canadien en vertu de cadres réglementaires modernisés et en soumettant le partage des données à une surveillance plus étroite, le Canada peut mieux gérer les risques émergents.

Recommandation 1 : Terminer la modernisation des paiements en appuyant le lancement d'un nouveau système de paiement en temps réel et modifier la *Loi canadienne sur les paiements* dans le budget de 2024, si ce n'est pas avant.

Le gouvernement fédéral devrait respecter son engagement de terminer la modernisation des paiements, ce qui comprend a) l'appui au lancement d'un nouveau système de paiement en temps réel et b) la modification de la *Loi canadienne sur les paiements* pour donner aux banques, aux coopératives de crédit et aux entreprises de technologie financière un accès égal aux systèmes de paiement d'intérêt public.

Le gouvernement s'est engagé à moderniser les paiements en 2021, mais le programme accuse de nombreux retards. Cette année, le responsable du projet, Paiements Canada, a annoncé un autre retard dans le lancement du nouveau système. Paiements Canada a d'abord promis de [livrer le nouveau système en 2022](#), avant de reporter son lancement au milieu de 2023. Après ce plus récent retard, [le marché n'a pas reçu un nouvel échéancier](#). Paiements Canada a également annoncé le deuxième examen du programme au cours des derniers mois, à la suite d'un examen sur « [la gestion du programme, les personnes et le processus](#) » effectué par un tiers et qui s'est terminé plus tôt cette année. Ce deuxième examen portera sur [les risques à offrir un système de paiement en temps réel](#).

Sur la scène internationale, le Canada [demeure l'une des rares économies avancées du monde sans système de paiement en temps réel](#).

Le Canada ne peut pas se permettre d'autres retards. Dans une récente lettre d'opinion dans le *Globe and Mail*, David Dodge, ancien gouverneur de la Banque du Canada et sous-ministre des Finances, et Bob Fay, directeur général de l'économie numérique au Centre for International Governance (Centre pour la gouvernance internationale), [ont fait valoir que le Canada a devant lui une occasion extraordinaire et le talent nécessaire pour bâtir un système de paiement moderne](#). Ils ont fait remarquer que les retards au Canada entraînent des coûts plus élevés, qui sont assumés par les consommateurs canadiens et les petites entreprises.

Le gouvernement fédéral devrait modifier la *Loi canadienne sur les paiements* afin de donner aux fournisseurs de services de paiement réglementés, aux coopératives de crédit et aux banques un accès égal au nouveau système de paiement en temps réel. En modifiant la *Loi canadienne sur les paiements* et en donnant un accès égal aux participants réglementés du secteur financier, ce secteur peut mieux répondre aux besoins des Canadiens et réduire les frais pour les consommateurs et les entreprises. Au Royaume-Uni, l'un de nos membres a pu réduire les coûts pour ses clients de 20 % dès qu'il a eu accès aux systèmes de paiement du Royaume-Uni.

Il existe un large consensus en faveur de ces modifications à la *Loi canadienne sur les paiements*, ce qui a été exprimé dans [une lettre ouverte à la ministre Freeland et au ministre Boissonnault à la fin de l'année dernière](#). Cette lettre a été signée par l'Association des banquiers canadiens, Fintechs

Canada, l'Electronic Transaction Association, l'Association canadienne des coopératives de crédit, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et le Conseil des consommateurs du Canada, entre autres.

La modernisation des paiements est également appuyée par des experts indépendants. Selon des [recherches sur le secteur financier de l'Université McMaster](#), les décideurs canadiens pourraient faire ces choses, entre autres, pour promouvoir une plus grande concurrence et innovation dans les services financiers, ce qui rendrait la vie des Canadiens plus abordable. De même, [une étude de marché sur l'innovation technologique dans le secteur financier du Bureau de la concurrence](#) a soutenu la même chose.

Recommandation 2 : Publier le plus tôt possible un code de conduite pour le partage des données dans le secteur financier et renforcer la gouvernance et la surveillance du système en 2024.

Le gouvernement devrait remplir son engagement de lancer un système bancaire ouvert « fait au Canada » en a) publiant un code sur le partage des données dans le secteur financier et b) en communiquant son intention de renforcer la gouvernance et la surveillance du système en 2024 et au-delà.

Le gouvernement s'est [engagé à mettre en œuvre un système bancaire ouvert au plus tard au début de 2023 dans la lettre de mandat de 2021 du premier ministre au ministre associé des Finances](#). Depuis, il a apporté des réformes à la législation sur la protection des renseignements personnels afin de donner aux Canadiens un droit à la mobilité des données, et il a nommé une responsable du système bancaire ouvert pour réunir l'industrie et mettre en œuvre ce droit à la mobilité des données dans le secteur financier. Nous félicitons le gouvernement d'avoir pris ces mesures pour mettre en œuvre un système bancaire ouvert, mais nous craignons que la mise en œuvre de ce système ne soit retardée.

Le gouvernement s'est engagé à lancer un système bancaire ouvert au plus tard au début de l'année, mais cet engagement semble moins probable à l'approche de 2024.

Les Canadiens ne peuvent pas se permettre des retards. Le secteur financier non plus, car son intégrité et sa résilience seront menacées tant que le partage des données dans le secteur financier ne sera pas soumis à une surveillance plus rigoureuse et à des normes communes.

Le gouvernement fédéral doit faire des progrès pour favoriser la confiance dans le secteur financier canadien. Laisser le marché établir les règles pour opérationnaliser la mobilité des données du secteur financier des Canadiens dans des contrats commerciaux opaques et difficiles à comprendre permettra au marché de contrôler les données des Canadiens. C'est un peu comme si on s'attendait à ce qu'un marché en déroute se redresse tout seul.

Ce n'est pas ce que les Canadiens veulent. Selon un récent sondage mené par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, [plus de la moitié des Canadiens appuient une gouvernance et une surveillance solides du système bancaire ouvert](#), même si seulement une fraction des Canadiens comprennent le concept de système bancaire ouvert. Cinquante-trois pour cent des Canadiens, par exemple, veulent que [quelqu'un supervise le système bancaire ouvert pour être sûrs que les consommateurs sont protégés](#), notamment pour s'assurer que les [banques ne font pas pression sur les Canadiens pour qu'ils communiquent leur information financière](#).

Une fois que le gouvernement fédéral aura fait connaître son intention de renforcer la gouvernance et la surveillance du système bancaire ouvert, il devrait envisager la création d'une entité adaptée aux circonstances pour gérer l'administration du système bancaire ouvert, conformément [aux recommandations du comité consultatif du gouvernement](#).

Fintechs Canada tient à remercier l'honorable Randy Boissonnault pour son important travail à titre de ministre associé des Finances. Nous lui sommes reconnaissants de son attention à l'égard du système bancaire ouvert et de la modernisation des paiements, ainsi que de l'empressement avec lequel lui et son bureau ont consulté tous les intervenants sur la meilleure façon d'aller de l'avant. Nous avons hâte de poursuivre cette approche de collaboration avec l'honorable Chrystia Freeland alors qu'elle et son bureau terminent le travail du gouvernement sur ces initiatives.

Les Canadiens méritent un secteur financier qui leur permet de répondre à leurs besoins de façon sécuritaire et abordable, tout en leur permettant de contrôler leurs finances et leurs données. Il reste cependant encore du travail à faire pour y arriver. Le gouvernement fédéral devrait apporter d'importantes modifications législatives et réglementaires pour renforcer la

protection des consommateurs et la résilience du système financier, ainsi que pour améliorer l'inclusivité et l'abordabilité.